

ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL

Le nombre de réfugiés et de déplacés internes continue d'augmenter en Afrique. Entre janvier 2015 et janvier 2016, quelque 2,5 millions de personnes ont été déplacées, ayant pris la fuite pour parvenir en lieu sûr à l'intérieur de leur pays ou au-delà des frontières. Actuellement, environ 20 millions de personnes, dont quelque 4,4 millions de réfugiés et 11 millions de déplacés internes, relèvent de la compétence du HCR en Afrique subsaharienne. Le nombre de ces personnes devrait augmenter en 2017 et au cours des années suivantes si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes des conflits qui provoquent de tels déplacements.

Les conflits en cours dans des pays comme le Burundi, le Nigéria, la République centrafricaine et le Soudan du Sud produisent des exodes incessants, en dépit des négociations et des accords de paix. En 2017, le HCR continuera d'offrir protection et assistance à ces populations dans les États voisins, et d'intervenir dans les situations de déplacement prolongé comme la République démocratique du Congo, le Mali, la Somalie et le Soudan. Tout en apportant une aide vitale, les opérations du HCR dans l'ensemble du continent s'efforceront de trouver des solutions innovantes et durables, en s'appuyant sur des exemples positifs observés dans des pays tels que l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

Le HCR s'inquiète du sous-financement des programmes humanitaires et de l'impact de l'épisode El Niño de 2016 sur les récoltes de 2017, ainsi que de l'effet cumulé de ces deux phénomènes sur l'augmentation de l'insécurité alimentaire d'un bout à l'autre du continent africain. En 2016, environ 76 pour cent des réfugiés ont fait face à des réductions de leurs rations alimentaires ou n'ont pas reçu une ration alimentaire quotidienne complète.

Emmanuel, un réfugié sud-soudanais âgé de 13 ans, construit un abri avec des palmiers à Bitima, un petit village situé en République démocratique du Congo, non loin de la frontière.

Afrique



PRINCIPALES OPÉRATIONS

Situation au Burundi

Depuis avril 2015, 300 000 Burundais se sont enfuis dans des pays voisins en raison des violences survenues dans le contexte des élections. Estimant que les troubles risquaient de se poursuivre, le HCR et ses partenaires ont activé des plans d'urgence fondés sur un chiffre prévisionnel de quelque 120 000 nouveaux déplacés burundais en 2017. L'organisation continuera d'accorder la priorité aux activités destinées à préserver le caractère civil des camps de réfugiés, ainsi qu'à répondre aux incidents de violence sexuelle et sexiste signalés par les réfugiés nouvellement arrivés et à les traiter.

Situation en République centrafricaine

En République centrafricaine, les conflits qui persistent au niveau local et les pressions résultant des violences inter-ethniques ont créé une atmosphère d'insécurité dans l'ensemble du pays. Un nouvel afflux de Sud-Soudanais dans le nord-est de la République centrafricaine a encore ajouté à la complexité de cette crise. Le HCR continuera à porter assistance aux réfugiés centrafricains accueillis dans des pays limitrophes, à savoir le **Cameroun**, la **République du Congo**, la **République démocratique du Congo** et le **Tchad**. Les réfugiés qui sont rentrés spontanément dans leur pays bénéficieront d'un soutien, concernant en particulier l'accès à la terre et à leur droits de propriété.

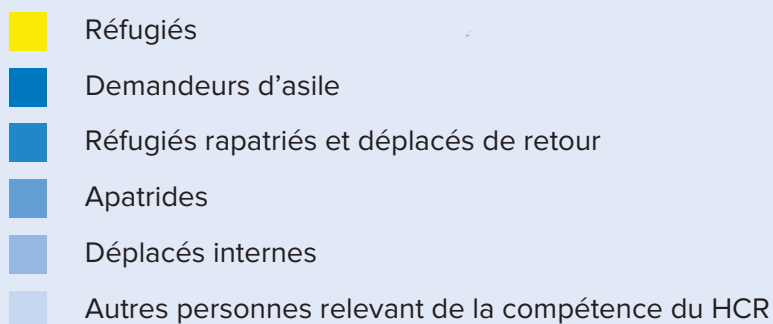
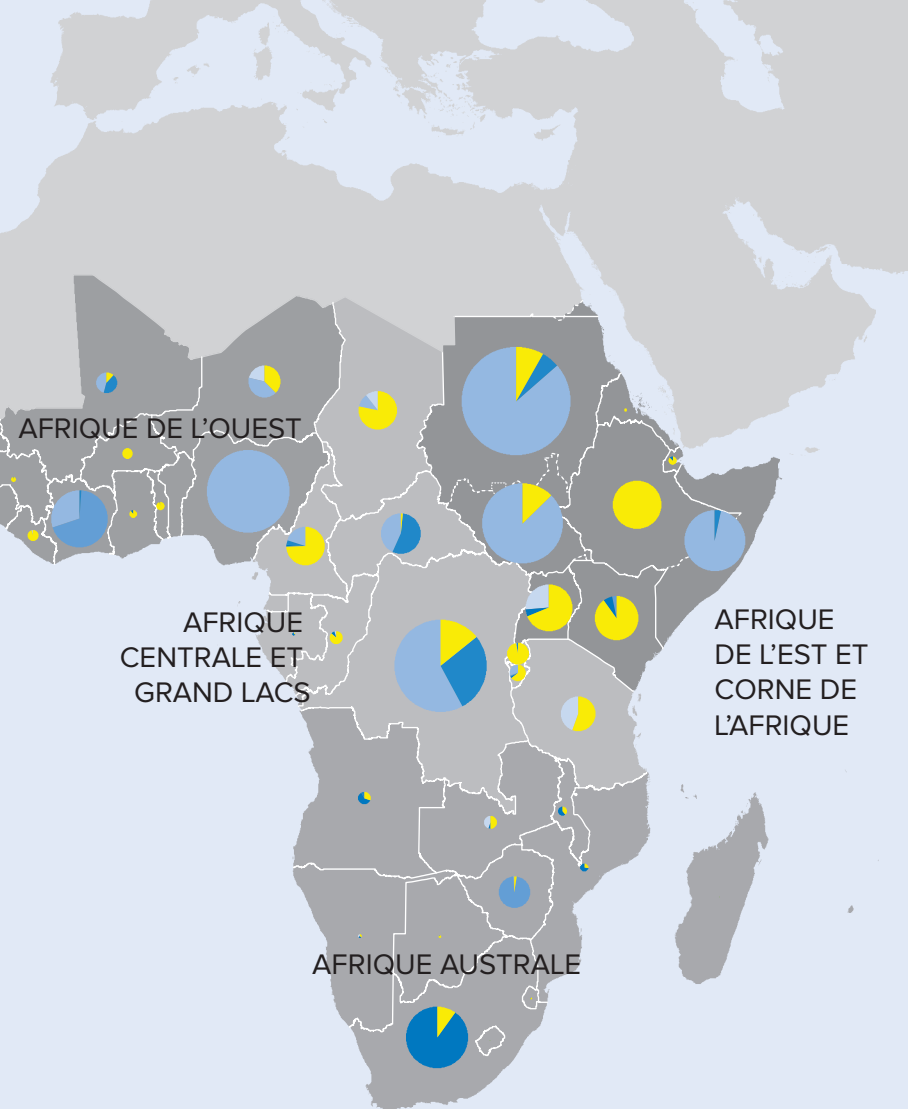
Kenya

En raison de la fermeture imminente des camps de réfugiés de Dadaab, annoncée par le Gouvernement kényan en mai 2016, le HCR et ses partenaires poursuivront leurs efforts afin de trouver des solutions pour les réfugiés somaliens au Kenya, y compris sous forme de rapatriement librement consenti en **Somalie**. Le HCR travaillera en étroite coopération avec les autorités pour s'assurer que tous les réfugiés rentrent de leur plein gré et dans la dignité.

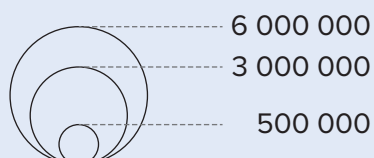
Situation au Mali

Bien que l'« Accord de paix et de réconciliation » conclu en juin 2015 ait fait progresser le processus de paix, plus de 134 000 Maliens déplacés au **Burkina Faso**, en **Mauritanie** et au **Nigéria** ne peuvent ou ne veulent pas rentrer en raison de l'insécurité qui persiste dans leur pays. L'application de l'accord de paix et le rétablissement de la sécurité et des services essentiels au Mali risquant de prendre encore un certain temps, les mouvements prévus de rapatriement librement consenti ne pourront avoir lieu que tard dans l'année 2018. La réponse du HCR sera donc centrée sur l'augmentation des projets de renforcement des moyens de subsistance et de la résilience pour les réfugiés de longue date, ainsi que sur l'aide à la réintégration pour les personnes rentrées de leur plein gré.





Taille des populations



Situation au Nigéria

Pour faire face à la violence continue au Nigéria en 2016, le HCR a déclaré un état d'urgence interne de niveau trois afin d'augmenter le déploiement de personnel et de ressources, en particulier dans le nord du pays. Avec divers partenaires, le HCR facilitera le retour des 2,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et des près de 167 000 réfugiés accueillis dans les pays voisins. La réponse du HCR sera orientée en priorité sur la protection, notamment sur la prise en charge des besoins psychosociaux, la fourniture d'abris d'urgence et de transition, et l'appui à la coordination et à la gestion des camps.

Situation au Soudan du Sud

Au Soudan du Sud, l'enlisement du processus de paix et les conflits qui ont éclaté dans des régions jusqu'alors paisibles comme l'Equatoria occidentale ont incité des Sud-Soudanais à chercher asile dans des régions précédemment non affectées de la **République centrafricaine** (5 000 réfugiés) et de la **République démocratique du Congo** (40 000 réfugiés). Des réfugiés sud-soudanais sont toujours accueillis dans divers pays de la région, notamment en **Ouganda** (374 000), en Éthiopie (300 000), au **Soudan** (247 000) et au **Kenya** (90 000). Environ 1,6 million de personnes sont actuellement déplacées à l'intérieur du Soudan du Sud, alors que le pays accueille par ailleurs 261 000 réfugiés soudanais.

Corne de l'Afrique

L'Afrique, et en particulier la Corne de l'Afrique, ressentiront encore les effets du conflit qui continue de faire rage au Yémen ; en cette deuxième année de violences, un nombre non négligeable de réfugiés ont afflué en **Somalie** (21 000), à **Djibouti** (3 600), en **Éthiopie** (2 200) et au **Soudan** (1 400). Les nouveaux arrivants à Djibouti, en Éthiopie et en Somalie sont des nationaux qui regagnent leur pays d'origine, ainsi que des réfugiés originaires du Yémen et de pays tiers qui fuient la violence au Yémen.

Afrique de l'Ouest

Dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, la situation politique et sécuritaire est en général restée stable, les quelques exceptions étant dues à des violences électorales. En 2017, le HCR poursuivra les efforts précédemment entrepris pour résoudre la situation de réfugiés de longue date, comme par exemple celle des réfugiés ivoiriens. Il continuera de mettre en œuvre une stratégie pluriannuelle de protection et de recherche de solutions pour les Sénégalais réfugiés en **Gambie** et en **Guinée-Bissau**, ainsi que pour les Mauritaniens réfugiés au **Sénégal**, les réfugiés ghanéens au **Togo** et les réfugiés togolais au **Ghana**. Une stratégie de protection et de recherche de solutions sera poursuivie au cours des années à venir pour les apatrides vivant en Afrique de l'Ouest, dont le nombre est proche d'un million.

Afrique australe

L'Afrique australe est restée relativement stable, en dépit de tensions récentes dans la province de Tete au Mozambique, qui ont entraîné la fuite de quelque 2 000 personnes au **Malawi** depuis la fin du premier semestre 2015. En coopération avec les autorités sud-africaines, le HCR s'efforcera de lutter contre la multiplication des incidents causés par la xénophobie, tout en offrant des conseils et une assistance pour faire face à l'augmentation des flux mixtes à travers la région, réunissant des migrants économiques et des réfugiés.

STRATÉGIE RÉGIONALE

Les perspectives, concernant l'année 2017 en Afrique subsaharienne, sont peu encourageantes. Des situations d'urgence complexes et simultanées, dans lesquelles un même pays est touché par deux crises, voire plus, font qu'il est difficile d'élaborer des plans stratégiques pluriannuels, fiables et coordonnés. Les situations d'urgence dues aux afflux de réfugiés fuyant les conflits au Burundi, en République centrafricaine, dans le nord du Nigéria, et au Soudan du Sud domineront vraisemblablement les opérations du HCR dans la région ; cependant, dans le même temps, il sera nécessaire d'accorder un soutien continu pour les situations de déplacement prolongé, comme celle des 2 millions de réfugiés originaires de République démocratique du Congo et de Somalie.

Dans ce contexte éprouvant, des progrès continuent néanmoins d'être accomplis : ainsi, les projets destinés à apporter des solutions durables aux réfugiés angolais et rwandais devraient être achevés d'ici à la fin de l'année 2018.

Tout en élaborant des plans d'urgence pour les régions touchées par des conflits, axés notamment sur l'aide essentielle, le HCR accordera dans les années qui viennent la priorité aux trois domaines clés mentionnés ci-dessous, afin de donner aux personnes déplacées les moyens de se construire un avenir digne et viable, que ce soit pendant leur période d'exil ou à leur retour.

Une éducation adaptée et accessible

Dans le cadre de sa « Stratégie mondiale d'éducation pour la période 2012 – 2016 » et de ses stratégies éducatives à l'échelon des pays, le HCR soutient la fourniture de services éducatifs aux réfugiés en tant qu'élément central relevant de son mandat de protection et de recherche de solutions durables pour les personnes relevant de sa compétence. En 2017, les opérations dans les pays continueront de se concentrer sur les activités destinées à faciliter la scolarisation des enfants réfugiés, et qui consistent notamment à réduire les sureffectifs scolaires, à former des enseignants, à améliorer la qualité de l'enseignement et à veiller à ce que les réfugiés et les communautés d'accueil puissent étudier ensemble

dans un environnement où les uns et les autres s'encouragent et s'enrichissent réciproquement.

Formation et aide au renforcement des moyens de subsistance

Dans les années à venir, le HCR cherchera à effectuer des investissements importants dans le domaine des moyens de subsistance, en tirant parti des compétences d'institutions financières internationales comme la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, ainsi que du PNUD et du secteur privé, pour accroître les connaissances et les possibilités d'autonomisation des réfugiés. En Ouganda, par exemple, les réfugiés et les communautés d'accueil acquièrent, dans le cadre de formations communes, un éventail de compétences qui doivent leur permettre de répondre à la demande locale de nouveaux biens, produits ou services particuliers.

Lutte contre l'insécurité alimentaire

Le HCR entend également répondre à l'insécurité alimentaire croissante dont souffrent les réfugiés dans l'ensemble de la région. Le sous-financement, les conflits et les dégâts occasionnés par le phénomène El Niño sur la production vivrière ont entraîné des réductions des rations alimentaires, touchant 75 pour cent des réfugiés en Afrique

entre septembre 2015 et février 2016. La surveillance nutritionnelle assurée dans 71 sites a montré que les taux de malnutrition dans un quart des sites avaient dépassé les seuils d'alerte. Le HCR examinera, en étroite coopération avec le PAM, la possibilité de recourir à des formes d'aide plus souples, comme les allocations en espèces. Le HCR étudie également les effets des réductions des rations alimentaires pour mieux déterminer les moyens de traiter certains déficits de protection, comme la consommation alimentaire réduite, le décrochage scolaire, les mariages précoces et forcés ainsi que la prostitution de survie.

Le HCR veillera également à ce que les communautés d'accueil ne soient pas laissées de côté, en s'engageant à promouvoir le développement de régions entières afin de réduire les tensions et d'améliorer la cohésion. Le Haut Commissariat travaille avec un nombre croissant de partenaires issus des milieux gouvernementaux, d'établissements financiers et du secteur privé et désireux de développer des projets pluriannuels bénéficiant à la fois aux réfugiés et aux communautés hôtes. Les opérations qui reçoivent un grand nombre de réfugiés en Éthiopie, au Niger, en Ouganda et au Tchad ont obtenu des résultats positifs concernant la politique d'alternatives aux camps du HCR et la défense du droit au travail pour les réfugiés. En collaboration avec ses partenaires, l'organisation prévoit d'appuyer l'intégration des réfugiés dans les services publics nationaux, notamment de santé et d'éducation, au Kenya, au Tchad et au Cameroun.

Conformément à l'engagement qui a été pris par la communauté internationale d'éliminer l'apatridie d'ici à 2024, le HCR affectera des ressources dans 15 pays d'Afrique – Afrique du Sud, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Mozambique, Ouganda, Sénégal, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Zimbabwe – pour réduire le nombre d'apatrides, actuellement supérieur à 1 million.

CONTRAINTES

Les opérations du HCR en Afrique subsaharienne ont souvent des difficultés à exécuter certaines activités pour des raisons autres que budgétaires (voir ci-dessous). Dans certains cas, l'insécurité ambiante, comme celle qui règne dans certaines régions du Soudan du Sud ou dans le nord-est du Nigéria, empêche le HCR de mener des interventions indispensables à la survie. L'an dernier, trois collaborateurs du HCR à Mogadiscio (Somalie) ont été tués de manière tragique ; l'organisation n'a pas pour autant réduit ses effectifs dans le pays et prévoit même d'augmenter le personnel de terrain pour mieux assurer le suivi des retours volontaires. De même, la criminalité qui sévit dans les régions peu sûres a entraîné des pertes d'équipements et de biens humanitaires. Enfin, la région est sujette aux effets d'El Niño et d'autres phénomènes météorologiques défavorables tels que les inondations, glissements de terrain et sécheresses qui ont des répercussions sur la capacité logistique du HCR et sur la production agricole régionale. ■

Informations financières

En six ans à peine, les besoins financiers pour l'assistance aux réfugiés et aux autres populations relevant de la compétence du HCR en Afrique ont augmenté de près de 50 pour cent (passant de 1,78 à 2,66 milliards de dollars en 2016). Entre 2013 et 2014, le budget de l'Afrique a connu une hausse de 31 pour cent, due principalement au rapatriement de quelque 21 000 réfugiés maliens et aux situations d'urgence survenues en République centrafricaine et au Soudan du Sud.

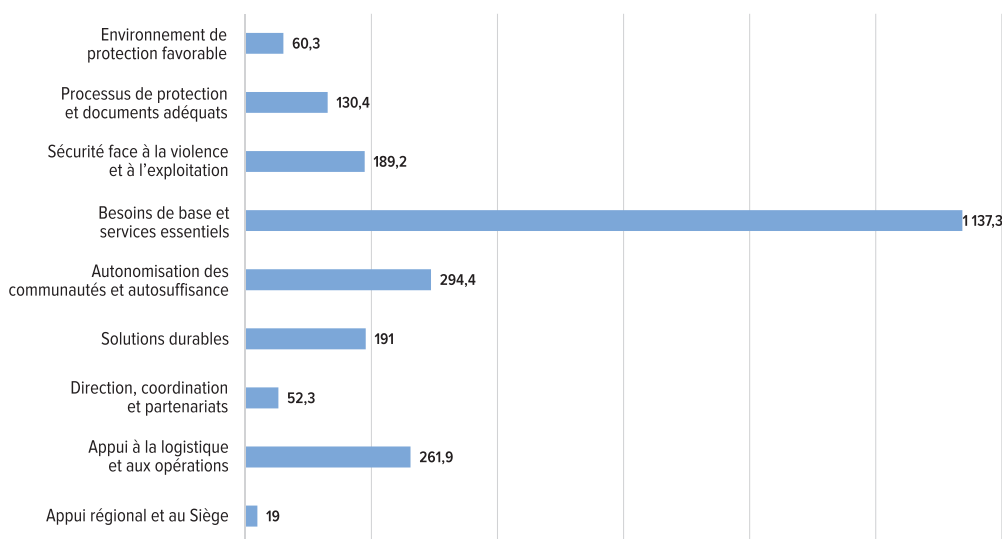
En dépit des nombreuses situations d'urgence et situations de déplacement prolongé, les besoins financiers pour les opérations du

HCR en Afrique ont été chiffrés à 2,33 milliards de dollars en 2017. Ce montant n'a guère changé par rapport au budget initialement soumis au Comité exécutif en 2016 et l'on observe une diminution de 6 pour cent (143,7 millions) par rapport au budget révisé de 2016, qui incluait des besoins révisés pour les nouvelles crises au Burundi et pour la situation au Yémen. Les besoins financiers pour l'année 2017 comprennent des budgets pour les situations d'urgence actuelles.

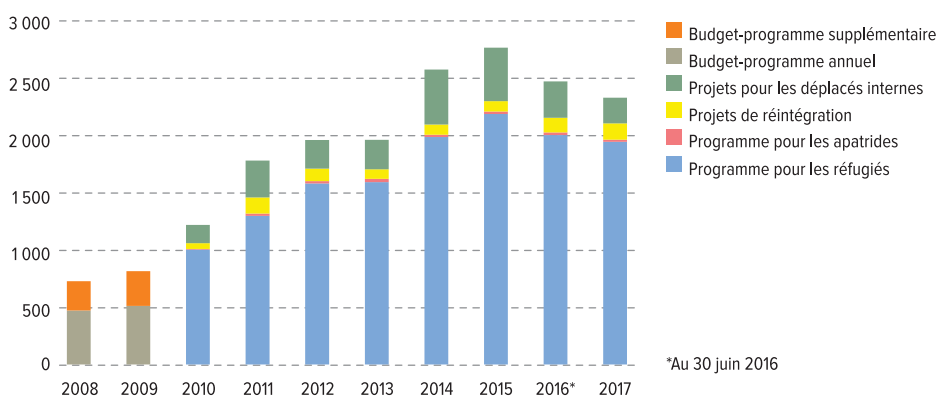
Des mécanismes de coordination régionale pour les réfugiés et des Plans de réponse régionale pour les réfugiés sont en place pour les

situations au Burundi, en République centrafricaine, au Nigéria, au Soudan du Sud et au Yémen. Plusieurs de ces plans régionaux, publiés en début d'année, ont fait l'objet de révisions courant 2016 pour tenir compte de l'évolution du contexte opérationnel. À la date de rédaction de ce rapport, les plans de réponse régionale pour les réfugiés en Afrique étaient financés à hauteur de 30 pour cent seulement. Ce sous-financement aura des conséquences importantes sur des programmes essentiels, notamment des retards d'exécution ou l'absence de fourniture des produits et services attendus par les réfugiés.

Budget pour l'Afrique en 2017 par groupe de droits fondamentaux | en millions d'USD



Budget pour l'Afrique 2008-2017 | en millions d'USD



BUDGETS POUR L'AFRIQUE | USD

Opération	Budget actuel 2016 (au 30 juin 2016)	2017				Total
		Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	
AFRIQUE DE L'OUEST						
Burkina Faso	21 679 174	20 812 391	510 537	0	0	21 322 928
Côte d'Ivoire	30 785 020	3 051 362	4 174 881	13 032 206	0	20 258 448
Ghana	9 444 755	8 878 867	0	0	0	8 878 867
Guinée	7 463 159	4 471 017	0	0	0	4 471 017
Libéria	23 860 907	16 194 818	0	0	0	16 194 818
Mali	49 171 913	11 691 893	1 111 441	25 985 444	1 218 753	40 007 532
Niger	51 188 166	51 291 542	685 411	0	3 296 830	55 273 783
Nigeria	29 489 299	4 997 397	0	15 120 652	26 474 095	46 592 144
Sénégal – Bureau régional ¹	38 729 795	26 438 183	2 107 714	0	0	28 545 896
Sous-total	261 812 187	147 827 470	8 589 984	54 138 302	30 989 678	241 545 433
AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE						
Tchad	162 726 009	159 003 568	991 739	0	2 850 000	162 845 307
Djibouti	31 987 830	33 785 056	0	0	0	33 785 056
Érythrée	4 891 037	3 899 094	0	0	0	3 899 094
Éthiopie	279 327 419	260 779 824	0	0	0	260 779 824
Éthiopie (Bureau régional de liaison auprès de l'UA et de la CEA)	2 042 045	2 205 453	0	0	0	2 205 453
Kenya	226 880 884	213 520 184	852 845	0	0	214 373 030
Kenya – Centre d'appui régional	5 712 208	6 092 571	0	0	0	6 092 571
Somalie	100 679 350	29 226 758	0	20 176 076	35 900 072	85 302 906
Soudan	156 762 671	114 638 499	2 600 987	6 313 447	26 910 666	150 463 598
Soudan du Sud	275 668 213	131 086 974	1 486 448	0	39 099 198	171 672 619
Ouganda	251 981 403	298 820 832	200 000	0	0	299 020 832
Activités régionales	12 689 600	4 000 000	0	0	0	4 000 000
Sous-total	1 511 348 668	1 257 058 813	6 132 019	26 489 523	104 759 936	1 394 440 290
AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS						
Burundi	34 538 842	26 645 801	7 075	0	4 384 051	31 036 927
Cameroun	98 624 603	87 794 566	1 150 000	0	5 300 263	94 244 829
République centrafricaine	54 619 846	21 165 254	0	15 514 818	13 277 376	49 957 448
Congo	32 000 000	27 843 957	0	0	0	27 843 957
République démocratique du Congo – Bureau régional ²	200 081 172	110 403 335	1 948 898	29 873 246	65 779 129	208 004 607
Rwanda	101 373 285	95 510 049	0	6 031 085	0	101 541 134
République-Unie de Tanzanie	108 912 598	101 982 021	0	10 551 051	0	112 533 072
Sous-total	630 150 345	471 344 984	3 105 973	61 970 200	88 740 819	625 161 975

Opération	Budget actuel 2016 (au 30 juin 2016)	2017				Total
		Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	
AFRIQUE AUSTRALE						
Angola	3 731 490	2 538 116	0	0	0	2 538 116
Botswana	3 333 215	3 076 320	0	0	0	3 076 320
Malawi	14 056 021	18 033 929	0	0	0	18 033 929
Mozambique	5 502 882	5 397 322	125 626	0	0	5 522 948
Afrique du Sud – Bureau régional	25 830 446	24 503 549	913 654	0	0	25 417 203
Zambie	17 460 761	13 609 910	0	0	0	13 609 910
Zimbabwe	6 434 122	6 164 241	432 094	0	0	6 596 335
Sous-total	76 348 936	73 323 387	1 471 374	0	0	74 794 760
Total	2 479 660 137	1 949 554 653	19 299 349	142 598 024	224 490 433	2 335 942 459

¹ Inclut les activités au Bénin, en Gambie, en Guinée-Bissau, en Sierra Leone et au Togo.

² Inclut les activités au Gabon et en République démocratique du Congo.